



## Une grève historique dans les lycées professionnels

**Les personnels de lycées professionnels**, rejoints notamment par les enseignants du général et les lycéens, **se sont fortement mobilisés mardi 18 octobre pour réussir une grève majoritaire** à l'appel d'une intersyndicale unitaire. Les actions, rassemblements et manifestations qui se sont déroulés sur l'ensemble du territoire normand leur ont permis d'exprimer clairement leur opposition à la réforme engagée de manière autoritaire et pyramidale par le président Macron et la ministre Carole Grandjean. Il faut en finir avec ce mépris des PLP : **Pap Ndaye, ministre de l'Éducation nationale, doit entendre la colère des personnels et répondre** à la lettre ouverte envoyée par l'intersyndicale.

L'expertise de ces personnels, que nous représentons, est incontestable : ils connaissent les élèves et leur famille, maîtrisent les contenus de formations, certifient les diplômes et sont aussi dans une relation directe et régulière avec les entreprises qui accueillent nos jeunes. Pour ces raisons légitimes, nos organisations syndicales demandent au ministre d'organiser des groupes de travail avec les syndicats des lycées professionnels pour **établir un diagnostic sérieux et rigoureux sur l'ensemble des difficultés des élèves et des personnels**. Sans cet état des lieux préalable, il est inacceptable d'envisager et d'imposer une quelconque réforme.

Nous l'avons déjà dit, si elle est maintenue, **l'augmentation du nombre de semaines de stage impliquera moins de semaines d'enseignement dans nos lycées**. Si le président a enfin concédé que **l'enseignement général doit rester une composante de la formation des jeunes**, il l'a évoqué surtout à l'aune de disciplines qui seraient « fondamentales ». Le renvoi de la ventilation du volume d'enseignement général au niveau local impliquera une **remise en cause du caractère national de l'accès aux formations professionnelles pour les jeunes et des diplômes professionnels**. Nos organisations syndicales sont fermement attachées au principe d'égalité de notre école républicaine et revendiquent le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles. Elles revendiquent aussi une dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines. *Cette diminution du temps scolaire percutera aussi les enseignant-es de matière professionnelle pour qui le président a déjà annoncé un vaste plan de reconversion. L'expérience nous appelle à exiger des engagements fermes du ministère pour permettre de vraies reconversions et se donner les moyens d'une vraie politique RH.*

Il veut **imposer dès la 5ème de collège un dispositif « Avenir » consistant à dédier une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers et les entreprises**. Pour nos organisations il faut renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation et préparer les collégiens à tous les parcours d'orientation sans exception.

Oui, **la carte des formations doit évoluer**, nous le portons haut et fort depuis des années. Pour nos organisations elle doit évoluer **dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique...** Elle ne saurait se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

Pour nos organisations syndicales CGT Educ'action, SGEN, SE-UNSA, SNCL, SNEP- FSU, SNES-FSU, SNETAA-FO, SNUEP-FSU et SUD Éducation, l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves.

**Cette réforme est à l'opposé de nos ambitions, c'est pourquoi nous appelons à une nouvelle journée de grève le jeudi 17 novembre, pour obtenir le retrait de ce projet !**

POINTS DE RENDEZ-VOUS :

CAEN : RECTORAT 14h

ROUEN : RECTORAT 14h